



L'éducation et la formation professionnelles (EFP) au Chili

Atouts, défis à relever et recommandations

ATOUS

Le système chilien d'EFP comporte un certain nombre d'atouts :

- Il s'appuie sur une économie dynamique, avec une croissance moyenne de 6 % du PIB au cours des deux dernières décennies. Mais le Chili n'a pas échappé au ralentissement mondial de l'économie en 2009.
- La société chilienne valorise l'éducation et la formation : la demande d'éducation est très forte et le taux de fréquentation de l'enseignement post-obligatoire progresse rapidement ; le taux de réussite à l'examen de fin d'études secondaires est passé de 46 % en 1995 à 71 % en 2007 (Regards sur l'éducation, 2009).
- Les efforts consentis pour améliorer le niveau de la scolarité sont en train de porter leurs fruits : les résultats des étudiants aux épreuves de compréhension de l'écrit du PISA ont progressé entre 2000 et 2006 (PISA, 2006).
- La volonté des pouvoirs publics de développer et de réformer le système est mise en évidence par les travaux récents de la Commission de l'EFP et par la création d'un Conseil national de l'EFP.

DÉFIS À RELEVER

Le Chili est confronté notamment aux problèmes suivants :

- Les différents éléments du système sont mal reliés entre eux, qu'il s'agisse des établissements ou des programmes. L'initiative visant à mettre en place un cadre de certifications constitue une réaction louable face à ce problème, mais la mise en œuvre se heurte à des difficultés.
- Les compétences des jeunes Chiliens de 15 ans à l'écrit et en mathématiques laissent à désirer, ce qui risque de se révéler particulièrement problématique pour les élèves des filières de l'EFP.
- La formation en entreprise dans le cadre des cursus de l'EFP n'est pas très développée. De nombreux élèves du deuxième cycle de l'enseignement secondaire professionnel ne participent pas à la formation en entreprise et les mécanismes destinés à en garantir la qualité ne sont pas très fiables.

PARMI LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT

1. Se concerter systématiquement avec les employeurs, les syndicats et autres acteurs essentiels pour élaborer et mettre en œuvre le cadre des certifications. Il faut peut-être envisager ici une approche progressive afin d'obtenir le soutien plein et entier de l'ensemble des parties prenantes.
2. Renforcer l'assurance qualité dans l'ensemble du système d'EFP pour soutenir le cadre des certifications : dans l'enseignement supérieur, veiller à ce que le dispositif d'assurance qualité en place prenne bien en compte la spécificité de l'EFP.
3. Veiller à ce que les programmes d'EFP fassent une place suffisante à l'acquisition des compétences techniques et des compétences générales non techniques et à ce que l'enseignement correspondant ait un niveau satisfaisant.
4. Identifier chez les élèves les faiblesses particulières en ce qui concerne la maîtrise de l'écrit et des mathématiques et faire en sorte que le soutien cible ceux qui en ont besoin.
5. En prenant comme point de départ l'initiative de création du Conseil national, prévoir un dispositif assurant une concertation systématique entre l'EFP et les entreprises, avec possibilité de consultations à l'échelon sectoriel et régional.

6. Chercher systématiquement à encourager la formation en entreprise dans toutes les composantes de l'EFP en créant des partenariats entre les établissements et les entreprises ; établir des normes de qualité opérationnelles pour la formation en entreprise.

POUR EN SAVOIR PLUS

L'éducation et la formation professionnelles (EFP) remplit une fonction économique essentielle en contribuant à l'amélioration des qualifications des jeunes et à leur insertion sur le marché du travail et en leur permettant d'acquérir des qualifications techniques de qualité. Mais l'EFP a été ces dernières décennies une composante négligée de l'éducation initiale. En effet, les efforts de réforme ont surtout porté sur l'école et l'enseignement supérieur.

L'examen de l'OCDE sur les politiques d'éducation et de formation professionnelles, *Apprendre pour le monde du travail*, se compose de travaux d'analyse et d'examens individuels par pays et il vise à aider les pays à améliorer la réactivité de leurs systèmes d'EFP face aux besoins du marché du travail.

[Learning for Jobs, OECD Reviews of Vocational Education and Training Policies, Chile \(OCDE, 2009\)](#) a été publié en décembre 2009.

De plus amples informations concernant l'examen des politiques et les rapports sur les systèmes d'EFP dans d'autres pays sont disponibles sur le site Web de l'OCDE, à l'adresse www.oecd.org/edu/learningforjobs